

BREVETS SUR LES SEMENCES AGRICOLES (1) MENACES SUR LA BIODIVERSITE ET LES DROITS DES PAYSANS

Il existe de par le monde environ 240 000 espèces végétales différentes. C'est-à-dire une très grande diversité de plantes de tout genre. Un peu plus de 3.000 espèces sont « domestiquées » par les hommes ; l'humanité les utilise pour son alimentation ou autres activités. Mais seulement 150 d'entre elles sont couramment cultivées. Cette diversité actuelle des variétés de semences est le fruit d'années de travail des paysans et des communautés humaines. Depuis 10.000 ans, l'homme a su reproduire, sélectionner et ressemer les espèces végétales les mieux adaptées aux besoins des populations humaines. Mais cette diversité des espèces est aujourd'hui l'enjeu d'une formidable bataille entre quelques firmes multinationales qui souhaitent s'approprier et contrôler toute la filière des semences. Au détriment de la liberté des paysans et des communautés humaines.

Daisy Herman, secrétaire générale de la FIMARC¹ nous donne des éléments pour comprendre les enjeux liés aux brevets sur les semences, les dangers qu'ils font courir aux paysans du Nord comme du Sud et à la souveraineté alimentaire. Dans un second volet, elle présentera des alternatives possibles, pour sauvegarder la biodiversité et la liberté des hommes et des femmes de la terre contre les puissances de l'argent.

Semence de ferme en voie de disparition

Notre planète compte plus de 6 milliards d'habitants. Environ 1,3 milliard sont concernés par l'agriculture ; mais 1 milliard d'agriculteurs ou de paysans travaillent la terre uniquement avec des outils rudimentaires ou des outils à main. Depuis des millénaires, les paysans réutilisent et échangent les semences conservées d'une année à l'autre, afin d'améliorer leur récolte pour répondre aux besoins alimentaires de leur famille et de leur communauté.

Dans les pays du Sud, les semences courantes sont encore généralement en libre circulation. Mais si l'on regarde la situation mondiale des céréales, les semences de maïs et de tournesol sont presque entièrement contrôlées par les sociétés transnationales (STN). Il n'existe pratiquement plus de « semences de ferme », c'est-à-dire celles qui sont sélectionnées, conservées et semées par les paysans eux-mêmes. En ce qui concerne les céréales à paille (blé, avoine, seigle, etc.), les paysans peuvent encore reproduire et utiliser chaque année leur semences de ferme.

¹ La FIMARC est la Fédération Internationale des Mouvements Adultes Ruraux Catholiques dont l'ACRF est membre.

Un haricot cultivé depuis des siècles peut-il être « inventé » en 1998 ?

La semence agricole est le premier maillon de la chaîne alimentaire ; c'est à partir de la semence que le paysan produit de l'aliment ; cette semence doit donc être protégée.

Un exemple pour illustrer notre propos.

En 1996, un dirigeant d'une firme agroalimentaire des USA repère au Mexique une variété de haricot jaune, et il en achète un sac. En 1998, il obtient aux USA un brevet sur ces haricots jaunes. Il interdit aux Mexicains d'en exporter, le brevet lui donnant l'exclusivité mondiale pour produire et exporter ce type de haricot, qui devient « sa propriété ». Il fait condamner un exportateur mexicain, qui déclare : « Comment ce monsieur peut-il avoir inventé ce haricot que les Mexicains cultivent depuis des siècles ? » Ainsi, par le biais des brevets, les pays du Nord s'approprient les ressources génétiques et alimentaires des pays du Sud.

Les pratiques universelles et millénaires des paysans sont menacées par la privatisation des ressources agricoles et en particulier par les brevets sur les semences élaborées par quelques firmes transnationales. Si les paysans en perdent le contrôle, c'est toute la production agricole qui passera aux mains de quelques firmes multinationales. Alors, les paysans n'auront pas d'autre choix que de se soumettre aux diktats des multinationales, ce qui aura des répercussions sur les consommateurs finaux.

Qu'est-ce qu'un brevet ?

Les brevets sont des titres juridiques qui protègent des inventions en procurant à leur titulaire vingt ans de droit exclusif (monopole) sur l'utilisation commerciale de l'invention. Durant ces 20 ans, le détenteur peut interdire à toute autre entreprise et personne la fabrication, l'utilisation, la vente et l'importation du produit breveté. Il peut transférer ce droit en cédant son brevet ou en octroyant des licences. En contrepartie de ce droit, il doit décrire publiquement son invention de façon qu'un homme de métier puisse l'exécuter.

Cette définition dit clairement comment les multinationales de l'agrochimie et de l'agroalimentaire, par des brevets exclusifs, prennent le pouvoir de décision sur les pratiques agricoles et sur les agriculteurs.

Voracité financière des multinationales

Trois acteurs interviennent dans les filières des brevets : les obtenteurs ou sélectionneurs qui créent des variétés dites nouvelles à partir de travaux en laboratoire ; les établissements producteurs des semences ainsi obtenues destinées à la vente ; les établissements distributeurs qui vendent les semences brevetées aux paysans et aux particuliers, par exemple pour des jardins.

En France, une loi considère que la reproduction de semences à la ferme est une contrefaçon, alors qu'elle est la méthode ancestrale. En 2000, la société Dupont (USA) a déposé un brevet sur un maïs à « composition huileuse améliorée ». Ainsi la société Dupont a le monopole mondial sur une variété de maïs. En Inde, le neem est connu depuis des siècles pour ses propriétés biologiques ; sa culture est convoitée par des multinationales occidentales pour ses composés à base d'herbicide biologique efficace.

Ainsi, de nombreux brevets déposés sur des plantes traditionnelles bénéficient aux sociétés qui les déposent mais ruinent les paysans qui ne tirent aucun profit des plantes qu'ils ont eux-mêmes contribué à

protéger durant des millénaires. Les pays du Sud possèdent l'essentiel des ressources végétales dans leur diversité, les pays du Nord convoitent ces mêmes ressources pour développer leur recherche et en tirer profit par les brevets. Les brevets sur le vivant deviennent un outil de contrôle de la biodiversité et même de la réduction de celle-ci. En effet, les firmes vont breveter ce qui représente le plus de profit pour elles.

Cette biotechnologie des brevets répond à des problématiques économiques. Il s'agit pour les firmes transnationales de trouver et d'exploiter des ressources nouvelles, de multiplier à grande échelle les variétés rentables pour obtenir des semences contrôlées, et donc de fait de développer une agriculture intensive, à base d'engrais, de pesticides et d'OGM. Les conséquences de ce modèle sur les agriculteurs sont la dépendance vis-à-vis de la filière agrochimique, fournisseur de produits de traitement, de la filière agroalimentaire qui assure les débouchés des produits, mais en imposant les normes de production, les prix, etc.

La souveraineté alimentaire en danger

Dans le cadre de l'Accord sur les aspects de droits de propriétés intellectuelles (ADPIC) de 1995, les firmes multinationales cherchent à promouvoir les brevets sur le vivant, donc à promouvoir leur droit exclusif sur les semences dans le cadre du commerce de celles-ci. Le but est de privatiser les ressources biologiques.

Il s'agit là d'un enjeu majeur pour l'agriculture. Car tout cela conditionne l'usage des terres – agriculture intensive ou familiale et paysanne – mais aussi le maintien de la biodiversité agricole et donc la sécurité alimentaire pour des millions de personnes. La souveraineté alimentaire des peuples est en jeu.

Pour en savoir plus

Brève présentation de quelques organismes qui traitent directement de la question des brevets

OEB : Organisation Européenne des Brevets est une organisation intergouvernementale qui a été instituée le 7 octobre 1977 sur la base de la Convention sur le brevet européen (CBE), signée en 1973 à Munich. Elle comprend deux organes : l'Office européen des brevets et le Conseil d'administration, qui exerce un contrôle sur les activités de l'Office. L'organisation compte actuellement 35 États membres.

OMPI : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle est une institution spécialisée des Nations Unies. Sa mission consiste à élaborer un système international équilibré et accessible de propriété intellectuelle qui récompense la créativité, stimule l'innovation et contribue au développement économique tout en préservant l'intérêt général. L'OMPI a été créée en 1967 pour promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde grâce à la coopération entre États et en collaboration avec d'autres organisations internationales. Elle a son siège à Genève.

UPOV : Union internationale pour la protection des obtentions végétales est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a été établie par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales. La Convention a été adoptée à Paris en 1961, et a été révisée en 1972, 1978 et 1991. L'objectif de la Convention est la protection des obtentions végétales par la délivrance des Certificats d'Obtention Végétale (COV). Ceux-ci se différencient des brevets en ce qu'ils protègent spécifiquement des variétés végétales, alors que les brevets sont censés récompenser l'effort d'une recherche de solution à un problème technique exprimé par des fonctions ou des moyens spécifiques ou généraux.

USPTO : Bureau américain des brevets et des marques de commerce est l'instance administrative chargée d'émettre des brevets et des marques déposées aux États-Unis. Il est considéré comme le plus important bureau dans le domaine des brevets, surtout à cause de la taille économique du marché américain.

Daisy Herman
Secrétaire générale FIMARC, chercheur associé ACRF

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

